



Auteur : Didier Reuter  
[www.bookiner.com](http://www.bookiner.com)

Usage libre de droits (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

## RESSOURCES HUMAINES

### Crise et marché de l'emploi

#### Sommaire

---

- . Des suppressions d'emplois sans précédent
- . Les raisons du blocage sur le marché de l'emploi

## CRISE ET MARCHÉ DE L'EMPLOI

### DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS SANS PRÉCÉDENT

Après une année 2009 qui a accusé près 600 000 pertes d'emplois selon les chiffres de l'Unedic, l'année 2010 devrait encore subir de fortes suppressions d'emplois évaluées à 300 000 par l'OCDE. Cette situation est sans précédent depuis la Seconde guerre mondiale. Alors même que l'état de récession est terminé depuis le milieu de l'année dernière, les effets inertiels de la crise n'ont pas fini de perdurer sur le marché de l'emploi. D'après Hubert Reynier, directeur délégué de Croissance Plus, «Un grand nombre de TPE-PME représentant plus de 50% du vivier des emplois privés pourrait fondre dans les 12 prochains mois plutôt que de grossir profilant le spectre d'une reprise sans emplois, y compris dans les entreprises dynamiques». Déjà depuis plus de 22 mois consécutifs l'emploi continue de se dégrader dans l'industrie et les services ainsi que le constate l'enquête mensuelle de Markit Economics.

Même constat pour Croissance Plus qui ajoute que «Plusieurs freins bloquent sérieusement la création d'emplois et auront pour conséquence une reprise plus longue à venir». C'est le cas notamment avec l'imposition inadaptée sur les grandes sociétés (IS à 35%), le cap fatidique des 50 salariés (avec +4% en moyenne sur la masse salariale) ou encore la réticence à embaucher liée aux difficultés de licenciement... Bien que les carnets de commandes se regarnissent, les PME continuent tout de même à serrer les boulons faisant ainsi dire à Bruno Giroud, PDG de Cap Industries : «L'impact psychologique du choc que nous venons de subir est très important. Nous avons fait des économies partout pour préserver les fondamentaux. Aujourd'hui, il nous faut bien plus que des perspectives pour recommencer à investir et à embaucher.»

### MESURES NÉCESSAIRES POUR RÉTABLIR LA CROISSANCE EN EMPLOIS

4 exemples de propositions formulées par les spécialistes de l'OCDE et du marché de l'emploi afin de réduire le chômage et accélérer la reprise de l'activité en attendant le retour d'une vraie création d'emplois pérennes :

- . Remise au goût du jour de la réduction du temps de travail
- . Eviter de subventionner les heures supplémentaires
- . Avoir recours à l'emploi public
- . Développer plus activement les emplois aidés

### LES RAISONS DU BLOCAGE SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Plusieurs raisons techniques expliquent que le chômage de masse va continuer à grossir en France (actuellement près de 4,3 millions de chômeurs), que les entreprises vont continuer d'ajuster leurs effectifs à la baisse et que les perspectives du marché de l'emploi (pertes d'emplois) vont rester sombres encore de nombreux mois. L'un des effets les plus marquants actuellement est la chute libre de l'embauche des cadres avec une baisse de -40% sur un an affectant presque tous les métiers.

#### . 5 raisons qui expliquent le blocage actuel du marché de l'emploi :

1. La variable d'ajustement sur le marché de l'emploi est devenue structurelle (et non plus seulement conjoncturelle) du fait que le niveau annuel de gain de productivité (quantité de richesse produite par chacun de ceux qui occupent un emploi), lequel se situe habituellement aux alentours de +1,5%, est descendu jusqu'à -2,6% au début 2009 pour stagner au 3e trimestre 2009 à -0,9%. Ce différentiel signifie mécaniquement qu'il existe encore un écart de +2,4% (+1,5 à -0,9) dans les effectifs employés en fonction de la normale soit près de 600 000 travailleurs de trop par rapport aux capacités actuelles des entreprises. Dans cette situation, même si le taux de croissance revenait à +2,5% en 2010 (impossible en l'état actuel) il n'y aurait de toute manière aucune création d'emplois.
2. Tant que la crise économique subsiste dans certains secteurs d'activité, certaines entreprises n'hésiteront pas à mettre en place des plans sociaux et des licenciements économiques même si la plupart des employeurs font le dos rond et tentent de conserver leurs équipes en jouant sur les RTT, le chômage partiel ou en sous traitant les activités non indispensables.

Toutefois, il est clair, que cette situation ne peut pas s'éterniser car les salariés peu employés pèsent négativement sur la rentabilité des entreprises justement au moment où celles-ci ont de la peine à obtenir des crédits auprès des banques. Faute de visibilité sur leur activité, les dirigeants de PME françaises sont de facto peu nombreux à prévoir d'embaucher à court terme (11%) alors qu'ils sont 18% à envisager des réductions d'effectifs. Afin de pallier les effets de la crise et bien avant d'embaucher, un grand nombre d'employeurs préfèrent développer les heures aménagées pour économiser de l'argent, combler les lacunes de leurs employés grâce à des formations et des développements de carrière ou encore relocaliser leur personnel dans des postes à l'étranger.

3. Sous l'effet de la crise, les exigences des entreprises sont devenues différentes et supérieures par rapport à la situation précédente. Pour Souhila Keffi, responsable d'étude chez Hewitt Associates «Les entreprises attendent de leurs nouvelles recrues qu'elles soient très rapidement opérationnelles». Même avis pour Marc Pagezy, directeur général d'Eurosearch & Associés, pour qui «Le marché a changé de nature avec d'un côté une augmentation des licenciements économiques et de l'autre, une hausse des recrutements aux postes clés». De son côté Colin Tenwick, président de StepStone, affirme qu'il existe des opportunités pour les cadres les plus expérimentés même si «Le temps où les entreprises embauchaient les meilleurs candidats à partir d'un petit vivier pour assurer la croissance est révolu. Nous assistons à un vrai changement du management. Les entreprises se séparent des salariés les moins performants et embauchent les meilleurs talents pour les remplacer».
4. Le chômage des hommes (15 à 64 ans) est devenu 2 fois supérieur à celui des femmes avec un taux d'emploi qui a baissé de 1,5% en moins d'un an (68% au lieu de 69,5%), ce qui est considérable du point de vue du marché du travail. A noter également qu'en raison des difficultés à retrouver un emploi, certains chômeurs renoncent tout simplement à en chercher dans un mécanisme de découragement que les économistes appellent «l'effet de flexion». Mais ce sont les jeunes de moins de 25 ans qui sont les plus touchés avec une augmentation de chômeurs de +35% et qui ne profitent guère des effets prévus du papy-boom, d'autant plus que les nouvelles mesures en matière de retraite obligent dorénavant à travailler jusqu'à 65 ans tant que les trimestres requis ne sont pas atteints, voire jusqu'à 70 ans. Parallèlement, on assiste à une remontée rapide du chômage de longue durée (plus d'un an) lequel augmente au même rythme que le chômage lui-même indiquant là un signe d'ampleur dans le blocage actuel du marché du travail. Il en résulte que plus cette situation dégradée se prolonge, plus le nombre de chômeurs arrivant en fin de droits grandit pour atteindre bientôt le 1 million de personnes paupérisées et progressivement exclues.

## **NOMBRE DE CHÔMEURS INSCRITS**

Les chiffres du chômage ont toujours fait polémique à force que les gouvernements successifs, aidés en cela par les organismes officiels, tendent à réduire systématiquement le nombre de chômeurs «officiels» en inventant des dispositifs destinés à cacher la réalité des autres.

### **. Nombre de chômeurs inscrits au Pôle emploi en octobre 2009 :**

Catégorie A	2 627 000
Catégorie B	503 000
Catégorie C	658 000
Catégorie D	227 000
Catégorie E	273 000
Total	4 287 000

Catégorie A : Chômeur n'exerçant aucune activité rémunérée durant le mois précédent

Catégorie B : Chômeur exerçant - de 78 heures d'activité rémunérée durant le mois précédent

Catégorie C : Chômeur exerçant + de 78 heures d'activité rémunérée durant le mois précédent

Catégorie D : Chômeur malades et en formation

Catégorie E : Chômeur bénéficiant de contrats aidés

5. En cumulant l'importance des destructions d'emplois, une offre d'emploi réduite et l'importance grandissante du nombre de chômeurs, il en résulte un effet direct sur la lenteur de la reprise économique.

Sachant d'autre part que l'emploi réagit avec un retard de 3 à 6 mois aux évolutions de croissance on comprend pourquoi, en sauvant d'abord la finance et l'économie, le social souffre avec près de 8,5 millions de destructions d'emplois attendus en Europe. A cela s'ajoute en France, la fragilisation de la cohésion sociale (faible solidarité, morcellement des communautés et réseaux, faiblesse de l'initiative entrepreneuriale) ainsi que la baisse de la consommation par manque de pouvoir d'achat avec, en plus, des salariés insécurisés sur l'avenir de leurs postes de travail et poussés à épargner afin de pouvoir faire face à la conjoncture et préparer des retraites réduites. Si l'on y ajoute l'omniprésence de freins structurels sur le marché du travail, les handicaps et lourdeurs d'un droit du travail mal adapté à l'agilité nécessaire en période de reprise, une fiscalité et des prélèvements sociaux importants, une désindustrialisation continue... comment alors dans ces conditions envisager un taux de croissance fort capable de tirer rapidement l'activité économique du pays et faire repartir le marché de l'emploi ?